

Opinions & controverses

Contre l'hystérie pénale

Par Pierre Avril, Olivier Beaud, Anne Levade*, Emmanuel Brochier, Thierry Marembert et Daniel Soulez Larivière**

QUATRE-VINGT-QUATRE plaintes à la Cour de justice de la République; procès intentés contre des acteurs de la lutte contre le Covid-19 pour mise en danger ou homicide involontaire; ouverture d'une enquête préliminaire: branle-bas de combat. Cette inflation pénale est une régression sur les plans judiciaire et politique.

Depuis juillet 2000 et la loi Fauchon, un cadre restrictif s'applique aux infractions non intentionnelles. Mais les mœurs n'en ont pas pour autant changé. Les Français ne savent rien de la justice, faute d'un enseignement dès l'adolescence, à l'âge de la socialisation, au moment où ils intégreraient ce concept. Si bien que dans leur esprit il n'y a que le pénal, dont ils ignorent la différence avec la responsabilité civile. En bref, le pénal est fait pour les salauds, le civil pour ceux qui ont commis des erreurs.

Même dans le vocabulaire, la vraie justice est pénale: on n'assigne pas aux prud'hommes, on porte plainte. Cela réintroduit une violence archaïque dans le système juridique et judiciaire et une confusion facteur de risques. Dans le cas du Covid-19, on reproche à certains de ne pas avoir agi assez vite. Or la perspective du procès pénal pousse les dirigeants à se couvrir et inhibe l'action politique. Si la gestion des risques dépend du pénal, qui désire prendre des responsabilités?

Régression politique aussi: la démocratie parlementaire en Grande-Bretagne, mère de la démocratie, est née du jour où, au lieu de faire un procès pénal, le Parlement a pu reti-

ner sa confiance aux ministres pour aboutir à leur démission. Cela s'appelle la responsabilité politique, forme mal connue en France de la notion de responsabilité. Le passage de la responsabilité pénale des dirigeants à leur responsabilité politique fut un immense progrès dans l'histoire européenne. Au lieu de couper la tête des « responsables », on destituait les gouvernements. Le retour du pénal dans le jeu politique est donc un retour en arrière révélateur d'un nouveau type de « sans-culottisme ».

À ce danger s'ajoutent des complications techniques entre les commissions d'enquête parlementaires et la justice: être poursuivi au pénal est le prétexte à ne pas s'expliquer. Pourtant, lors du Watergate, c'est la commission d'enquête du Sénat américain qui a obligé Nixon à démissionner avant poursuites. S'agissant d'erreurs, de bourdes dans la gestion politico-administrative, c'est d'abord au Parlement de demander des comptes à l'exécutif, puis éventuellement d'enquêter en tenant compte des réalités politiques. L'immense avantage

de la responsabilité politique sur la responsabilité pénale est qu'elle est publique dans l'instruction et rapide. Elle peut aboutir à une transformation de l'action politique et administrative tout comme elle peut faire sortir de la politique les ministres incompétents. Elle ne recherche pas un péché à expier mais des causes, des anomalies, révélatrices de dysfonctionnements. C'est plus fertile que des décapitations symboliques au pénal. Le marathon pénal de l'affaire du sang contaminé de 1991 à 2002 ne fut d'aucun bénéfice pour l'État et le système de santé. Des failles probablement analogues sont apparues dans la gestion du monde sanitaire lors de la présente crise du coronavirus.

La responsabilité politique suppose une opposition pugnace, des parlementaires à la hauteur de leur mission, et des commissions d'enquête qui ne seraient pas coincées par le lourd attirail concurrent des poursuites pénales paralysant l'action de contrôle du gouvernement par le Parlement.

Reste la douleur des victimes. Si l'on en croit la pratique dans la plupart des démocraties, les tribunaux ne sont pas le lieu privilégié pour qu'elles s'expriment, sauf comme témoins. La primauté des victimes en France met à mal les principes du droit pénal et du droit constitutionnel. Il est temps de s'insurger contre la folie des idées reçues pour sauver nos institutions et notre vie politique.

* Juristes, spécialistes de droit constitutionnel.

** Avocats.

« La perspective du procès pousse les dirigeants à se couvrir et inhibe l'action politique »

Le sport français mérite mieux!

Par Pascal Gentil



DOUBLE MÉDAILLE OLYMPIQUE EN TAËKWONDO

INSERER BERJANE/ VISUAL

DIMANCHE SOIR, le président de la République a présenté sa vision pour une société unie, rassemblée et apaisée face à la crise. Nous ne devons pas oublier le monde sportif, qui aujourd'hui s'interroge car il ne sait pas de quoi demain sera fait. Alors que la filière sport générerait 78 milliards d'euros en 2019, ce chiffre pourrait chuter de 30 % du fait de la pandémie. Le rebond attendu de ce secteur ne doit pas simplement être invoqué, il doit se préparer.

Le monde sportif français est inquiet parce que l'on ne parle plus du travail remarquable des fédérations et de ces milliers de bénévoles qui se battent pour sauver leur activité. Inquiet parce qu'il n'est aujourd'hui plus question de soutien au monde amateur ou de la préparation des JO en 2024. Inquiet parce qu'on ne parle plus du sport français que pour regretter que les grandes compétitions sportives n'aient pas pu reprendre et accumulent un retard important sur nos voisins européens.

Dans cette période complexe, le sport peut pourtant être une

des réponses à la crise sociale que nous traversons. C'est un fabuleux outil que nous devons pleinement utiliser. Un outil de rayonnement pour la France. Un outil d'intégration qui permet de dépasser les clivages. Un outil, enfin, d'épanouissement et d'émancipation pour les jeunes et les femmes.

Tout cela sera possible si nous faisons preuve d'écoute, d'humilité et de modestie. Préférons toujours la concertation, la recherche de médiation au bras de fer qui nous a profondément divisés ces derniers mois. Reprenons notre modèle, nos investissements, fixons-nous des objectifs ambitieux. Posons-nous les bonnes questions: quelle place pour le sport amateur et professionnel? De quelle manière le sport peut-il être un levier de développement pour nos territoires? Arrêtons le saupoudrage et les constructions d'infrastructures sans véritable stratégie pensée au temps long avec les acteurs de la filière. Le sport français est aujourd'hui à un tournant. Il mérite mieux. ●

Les femmes en blouse bleue, blanche et verte

ROUGE VIF



ANNE ROQUIÉ

les larmes aux yeux de ces bravos enthousiastes qui troublaient le silence des rues désertes, souvent on était agacé de ne pas être plus nombreux à la fenêtre même si, parfois, nous aussi on avait la flemme de sortir le nez dehors. Applaudir, bien sûr, c'était un peu vain mais est-ce que tout doit être forcément utile?

Et puis, un soir, les applaudissements se sont arrêtés. Il paraît que l'épidémie était finie, enfin peut-être, on ne savait

pas trop. Il fallait rester prudent. On essayait de faire comme si tout était redevenu normal mais la période était étrange. Parfois, on oubliait de prendre son masque bleu et on remontait le chercher en vitesse. Des terrasses bondées, des éclats de voix, des rires un peu trop forts mais comme une inquiétude sourde, la peur de la deuxième vague.

Il y avait en un bel élan pour aider les soignants pendant la crise, des restaurateurs qui avaient livré des repas, des particuliers qui avaient apporté des gâteaux, des couturiers qui avaient confectionné des masques, des étudiants qui avaient fabriqué des visières... La générosité, la gratuité, le don, ça allait être ça, le monde d'après. Et puis ça aussi, ça s'est arrêté. « Les gens sont passés à autre chose, ils ont des soucis d'argent, ils pensent aux vacances, faut les comprendre. »

Des années que les femmes en blouse bleue, blanche et verte nous alertaient: les lits qui ferment, la quête obsessionnelle de la rentabilité, le manque de personnel, de moyens... On écoutait ça d'une oreille distraite sans vraiment entendre. De toute façon, les grèves des femmes en blouse bleue, blanche et verte, c'est comme les pompiers, ça ne dérange pas puisqu'elles continuent à travailler. « Infirmières en colère », « Soignants pas contents », ça rime. « Indifférence généralisée », ça sonne bien même si ça ne rime à rien.

Les infirmières ont beaucoup donné pendant la crise. Enchaîner les heures. Manger à toute vitesse. Se reposer quelques minutes sur un fauteuil cassé. Changer de service pour rendre service. Être réquisitionnée, malléable, disponible. Être là pour les patients qui meurent sans voir leur famille. Renoncer à voir ses proches pour ne pas risquer de les contaminer. Se sentir coupable de

ne pas arriver à gérer les devoirs de ses enfants. Héroïnes du quotidien payées 2 000 euros par mois. Boire un café tiède. S'occuper des autres sans relâche. Se jeter sur du chocolat pour reprendre des forces avant de repartir au combat. Rire pour oublier la gravité. Être vidée, épuisée mais continuer quand même.

Pour remercier les femmes en blouse bleue, blanche et verte, on va leur donner une médaille et une prime. La prime, ça ne sera pas pour tout le monde, ça coûterait trop cher. c'est la direction de l'hôpital qui choisira, histoire de mettre une bonne ambiance. Comment ça vous n'êtes pas contentes, Mesdames? Vous êtes toujours aussi mal payées, d'accord, mais vous êtes un tout petit mieux considérées. Et puis, il va y avoir un Grenelle de la santé, la question des rémunérations sera mise sur la table. Patience, on n'est peut-être plus dans le monde d'avant mais, clairement, on n'est pas encore dans le monde d'après. ●